

EN PARTENARIAT AVEC L'ECOLE NATIONALE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

«Académie ZTE Algérie» est née

Numéroun en Chine en matière de fourniture d'équipements de télécommunications et de solutions réseaux, la société ZTE présente en Algérie depuis plusieurs années, vient de renforcer son investissement dans notre pays en signant un partenariat durable avec l'Ecole nationale des postes et télécommunications (ENPT), aux Eucalyptus.

Apportant jusque-là son savoir-faire et sa haute technologie à travers le monde, ZTE a choisi l'Algérie comme partenaire pour créer son centre de formation francophone, le premier du genre en Afrique et au Moyen-Orient. «Académie ZTE Algérie» a officiellement ouvert ses portes hier, à l'ENPT, où elle est implantée. Quoique les cycles de formation sont lancés il y a de cela un mois. Placées à l'avant-garde du développement économique, les technologies de l'information et de la communication enregistrent une avancée considérable que seules les puissances économiques mondiales sont en mesure d'être à jour dans les nouvelles innovations.

Consciente de cet enjeu, l'Algérie s'est aussitôt consacrée au développement de ces technologies, d'où l'ouverture de ce centre de formation qui permettra aux professionnels, voire aux utilisateurs des technologies de l'information et de la communication, de mieux les maîtriser. Ainsi, la convention entre les deux partenaires porte sur plusieurs axes de formation dans le domaine des nouvelles technologies des télécommunications, notamment le WLL Wireless local loop boucle locale radio), CDMA (code division multiple access), les communications mobiles GSM, ADSL... et autres réseaux.

Rencontré à l'ouverture du centre, le directeur de l'ENPT a assuré que les formations en question seront dispensées par des enseignants spécialistes de la société ZTE. Cependant, la première étape de formation a été assurée pour les formateurs qui assisteront les formateurs chinois dans cette mission.

Il est important de signaler que l'équipement de ce centre a été gracieusement offert par ZTE au service de l'école. C'est également au niveau de celle-ci que la société chinoise prend en charge toutes les formations de ses clients en Algérie.

L'école, quant à elle, ouvre ses portes à tous les partenaires économiques pour la formation continue des cadres. L'installation dans son enceinte de l'Académie ZTE ne peut que renforcer ses capacités de formation au profit des techniciens et ingénieurs en technologies des télécommunications. Par ailleurs, les formations sont de courtes durées. Elles varient entre 3 et 15 jours.

Rosa Mansouri

FINANCEMENT A L'EXPORTATION

La banque algéro-libyenne BIA veut améliorer son image de marque

En collaboration avec le World Trade Center, le staff dirigeant de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) et de la Banque intercontinentale arabe (BIA), filiale de la BEA, ont, hier à l'hôtel Mercure à Alger, animé une rencontre-débat avec quelque 50 opérateurs économiques algériens. Une rencontre informelle qui a permis de faire connaître la BIA, une banque au capital de 158,1 millions d'euros, détenue à parité par la banque algérienne BEA et la banque libyenne la Libyan Foreign Bank. Installée à Paris depuis plus de 30 ans, la BIA est spécialisée dans les métiers de financement de l'exportation (financements d'entreprises et moyens de paiement). L'objectif étant, selon M. Younsi, directeur général adjoint de la BIA, et M. Loukal, Pdg de la BEA, de développer le partenariat efficace entre cette banque de droit français mais complétement et relais à l'international, vers les pays de l'OCDE, de la BEA, avec les opérateurs

algériens, opérant dans l'export et l'import, ainsi qu'avec les binationaux. Un partenariat voulu «ouvert, durable et équilibré» pour la BIA, conventionnée depuis janvier 2004 avec les banques publiques nationales dans le cadre de partenariats stratégiques, et disponible à apporter son expertise reconnue en matière d'octroi de crédits documentaires et de gestion des flux de particuliers. Et, en profitant du réseau d'affaires de l'actionnaire libyen de la BIA, œuvrer ainsi à faciliter les flux financiers et renforcer la coopération commerciale entre l'Algérie et la France et entre l'Algérie et la zone euro-méditerranéenne. Cela permettant à la BIA de développer sa vocation de banque internationale de l'Algérie, en captant davantage de parts de marchés à l'étranger, et d'améliorer son image de marque auprès de la clientèle nationale. Une image de marque naguère dévalorisée et mal appréciée en raison notamment

de délais bancaires «anormalement élevés» mais que le processus de mise à niveau opérée depuis l'année 2000 a contribué à améliorer. Ce faisant, cette rencontre a soulevé, entre autres thèmes, la question de la réévaluation du dinar, le débat devant néanmoins se poursuivre à ce sujet, n'ont pas manqué d'affirmer les participants.

La réévaluation du dinar, entre opportunité et inopportunité

En effet, une réévaluation opportune selon certains opérateurs, mettant en avant la possibilité de conforter les fonds de roulement des entreprises et des banques et, partant, l'économie, et de favoriser la consommation interne. Mais une réévaluation inopportune à l'heure actuelle pour d'autres participants dont le directeur général adjoint de la BIA, avançant la difficulté d'un tel réajustement et appelant à la prudence. Cela tant que les conditions économiques n'ont pas changé structurellement et

que la production nationale n'ait pas été améliorée qualitativement et de manière à répondre suffisamment aux attentes. Et les participants de noter le contexte d'une économie algérienne encore mono-exportatrice, les exportations hors hydrocarbures étant quasiment insignifiantes et les cours du pétrole relevant de plus de choix de stratégie internationale. Mais aussi de rappeler que si la dévaluation du dinar a été opérée en 1994, brutalement et répondant à des injonctions externes, elle n'a cependant rien apporté de plus au bénéfice d'une exportation hors hydrocarbures, dont les recettes atteignent difficilement le 1 milliard de dollars. Des recettes d'exportation réellement de 67 millions de dollars selon le vice-président du Forum des chefs d'entreprise (FCE) et ancien ministre, Reda Hamiani, qui a appelé à revenir à de meilleures appréciations concernant cette question de la réévaluation du dinar.

Chérif Bennaceur

M. ISSAD REBRAB, PDG DE CEVITAL, AU CAMPUS UNIVERSITAIRE D'ABOU DAOU A BEJAIA

«Investir, c'est créer de nouvelles richesses et leur donner un sens»

Intervenant à l'occasion de la Journée d'étude sur l'investissement en Algérie initiée dans le cadre de ses activités scientifiques par le Club scientifique «Sociologie» de l'Université Abderrahmane-Mira de Béjaïa, le P-dg de Cevital, Issad Rebrab, a, durant presque deux heures présenté son groupe avant de faire part de ses projections d'investissements d'ici l'horizon 2010.

A. Kersani - Béjaïa (Le Soir) - S'adressant à un auditoire qui a pris d'assaut l'amphithéâtre du campus universitaire d'Abou daou pour écouter dans un silence de cathédrale l'exposé du géant industriel algérien, M. Issad Rebrab, autour de «son expérience, sa passion et sa fierté de servir l'économie nationale». Dans son intervention, le patron de Cevital a passé en revue les cinq grands projets d'investissements de son groupe touchant plusieurs créneaux et programmés entre 2005 et 2010. Le conférencier citera entre autres celui destiné à la fabrication du matériel électroménager et audiovi-

suel Samsung, un projet de fabrication de verre plat, la production de bâtiments préfabriqués en béton, des plate-formes logistiques de triage, d'emballage et de conditionnement de produits agricoles et la réalisation de deux centrales électriques en cogénération. Des projets d'investissements à même, selon le patron de Cevital, de générer des dizaines de milliers d'emplois directs et environ un million d'emplois indirects d'ici à 2010. Dans la foulée, l'orateur a confié que son groupe est parmi les six premiers contribuables du pays après la Sonatrach et Algérie Télécom notamment. A titre d'exemple, M. Rebrab dira que pour la seule commune de Béjaïa, Cevital a versé quelque 42 milliards de centimes durant l'année 2004.

S'agissant de l'entreprise Cevital, qui représente les deux tiers de son holding, le conférencier dira que le chiffre d'affaires réalisé au terme de l'année 2006 est de 60 milliards de dinars. «Une croissance évaluée à 50% par année depuis 1999 qui demeure, précise-t-il, une performance jamais réalisée dans le monde». Et au même intervenant de préciser

que son secteur agroalimentaire est le quatrième à l'échelle africaine. Avec un terminal portuaire de 2000 t/j soit le plus important de la Méditerranée et un investissement de 60 millions de dollars. Le patron de Cevital a aussi confié que son groupe, a programmé pour 2008, de doubler les recettes hors hydrocarbures du pays avec plus d'un milliard de dollars d'exportation, affirme-t-il.

Evoquant le cheminement de son groupe, de la petite unité de Profilor en 1971 en holding aujourd'hui en cours de constitution avec un chiffre d'affaires prévisionnel de quelque 4 milliards de dollars en 2010, le patron de Cevital qui, tient-t-il encore à préciser, est «suffisamment armé pour faire face à la concurrence internationale». «Le secret de la réussite réside d'abord dans une étude judicieuse du marché ayant permis à son groupe de cibler les créneaux les plus porteurs». «Investir, c'est créer de nouvelles richesses et leur donner un sens. Mais pour y parvenir, il faut aussi réunir les moyens financiers, matériels et humains», a conclu M. Issad Rebrab.

A. K.

UNE ANNEE APRES L'ENTREE EN VIGUEUR DE L'ACCORD D'ASSOCIATION AVEC L'UE

L'Algérie n'en tire toujours pas profit

Plus d'une année après son entrée en vigueur, les opérateurs économiques algériens ont du mal à tirer profit des retombées de l'accord d'association avec l'Union européenne (UE). C'est du moins ce qu'a laissé entendre Noureddine

Zait, directeur des études au ministère du Commerce lors de son intervention en marge de la célébration, hier à Alger, du 50^{ème} anniversaire de la grève des 8 jours organisée à l'initiative de l'Union générale des commerçants et artisans

algériens (UGCAA). Le représentant du département de El Hachemi Djaâboub en veut pour preuve la stagnation du volume des échanges commerciaux entre les deux parties même si cela est dû en partie à «l'émergence du marché chinois».

Pour étayer ses propos, Noureddine Zait affirme que les Européens ont exploité un tiers des contingents tarifaires octroyés pour l'Algérie et la moitié de ces contingents a été épuisée à 100%. En revanche, nos opéra-

teurs économiques n'arrivent toujours pas à exploiter les 29 contingents octroyés par l'UE puisque, sur ces contingents tarifaires, seuls 6 ont commencé à être consommés et, de surcroît, à des niveaux très bas. C'est le cas notamment de la pomme de terre avec 2,2%, de l'huile d'olives 2% et les pâtes alimentaires avec seulement 0,25%.

Cependant, les 25 pays de l'Union occupent toujours la première place en termes d'échanges commerciaux avec l'Algérie et demeurent

donc ses principaux partenaires commerciaux. En 2006, par exemple, les échanges ont atteint 39 milliards de dollars sur un total de 73,8 milliards de dollars. Cela représente 53% du volume global des échanges commerciaux de l'Algérie durant l'année écoulée.

L'Algérie importe pour l'équivalent de 11,67 milliards de dollars des Etats membres de l'Union contre des exportations vers ces mêmes pays de l'ordre de 27,34 milliards de dollars. Par ailleurs et s'agissant des

autres paramètres du commerce extérieur de l'Algérie durant l'année écoulée, présentés par le représentant du ministère du Commerce, force est de constater que les hydrocarbures représentent à hauteur de 98% l'essentiel des exportations algériennes avec un total de 51,756 milliards de dollars. Les exportations hors hydrocarbures ont dépassé, et ce pour la première fois, la barre du milliard de dollars avec un montant de 1,066 milliard de dollars.

Lotfi M.

Rectificatif

Dans l'article paru dans notre édition du 28 janvier 2007 et intitulé «Keramané était une pyramide inaccessible», le nom de l'ancien gouverneur a été cité malencontreusement. Ce dernier n'était, à cette époque, pas à la tête de la Banque d'Algérie et ce n'est donc pas lui que Medelci a qualifié d'"inaccessible", mais bien Leksaci.